

La RDC à pinglÃ©e avec un taux de desserte inférieure à la moyenne africaine

Dossier de la rédaction de H2o
December 2013

Les représentants de plusieurs ONG basées à l'intérieur du pays, et à Kinshasa, spécialisées dans le secteur de l'eau et assainissement, mi-novembre aux travaux de l'étude sur les mini-réseaux d'eau de la République Démocratique du Congo avec plusieurs partenaires techniques et financiers dont la Banque mondiale, le GRET, WSP et la Coopération britannique. Cette étude vise à dresser une cartographie permettant la localisation des ONG opérationnelles dans les provinces, les sites des points d'eau, rivières, sources souterraines, les lieux d'implantation des bornes-fontaines, le volume de la production d'eau potable, le nombre des populations desservies, les principaux problèmes enregistrés par ces mini-réseaux, aussi bien dans leur gestion quotidienne, leur maintenance. La Commission nationale de l'eau et assainissement qui joue le rôle de conseiller technique du gouvernement congolais, a clairé les participants sur les nombreux défis à surmonter.

Le représentant de la Banque mondiale, M. Dossou a souligné l'importance de cette étude au moment où le monde entier s'achemine vers le bilan de la décennie de l'eau potable arrêtée en 2015. Il déplore néanmoins que l'objectif de doubler le taux de desserte en eau potable pour des populations par rapport aux données de base de 2000 demeure encore lointain pour beaucoup de pays, parmi lesquels la RDC. Le taux de desserte estimé à 26 % laisse le pays bien en deçà de la moyenne africaine qui est de 60 %. Selon l'expert de la Banque mondiale, les estimations en termes d'investissements et d'augmentation du taux de couverture, telles que reprises dans l'état de lieux du secteur de l'eau et assainissement en RDC publié en 2010, montrent qu'en prenant comme base l'hypothèse du meilleur scénario (baptisé "maximum possible"), le relèvement du taux global d'accès de 26 % en 2010 pourrait atteindre 39 % en 2015, ce qui représenterait une augmentation de 39 % à 50 % pour l'approvisionnement urbain, et de 20 à 30 % pour l'approvisionnement rural. Ce résultat qui permettrait de desservir 12 millions de personnes additionnelles, soit en moyenne 2,4 millions par an sur la période, nécessiterait des efforts constants d'investissements et de réalisations, soit 120 à 140 millions de dollars EU par an pour l'approvisionnement urbain et 60 à 80 millions de dollars pour l'approvisionnement rural.

Au cours de la rencontre, les participants ont suivi les exposés sur les expériences menées en RDC, au Sénégal, à Madagascar ainsi qu'au Cambodge.

JRT, Le Phare (Kinshasa) - AllAfrica 19-11-2013